A Metz, des jeunes Albanais sèment la terreur dans un camp de demandeurs d'asile

08/08/2017 à 23h34

Une quinzaine de jeunes, de nationalité albanaise, s'en sont pris à d'autres réfugiés installés dans le camp de Blida, à Metz. Des associations dénoncent le refus des policiers d'intervenir. De son côté, la préfecture estime que les procédures décidées en amont ont été respectées.

"Ce camp est une véritable poudrière." Le constat est le même depuis plusieurs mois sans que les autorités ne semblent vouloir intervenir. Dans la nuit de samedi à dimanche, de violents incidents ont éclaté entre des demandeurs d'asile installés dans le camp de Blida, à Metz, dont la gestion a été confié à Adoma, une société habituée à gérer des foyers de travailleurs étrangers. Plusieurs personnes ont été blessées, alors que la police, sollicitée, n'est pas intervenue, selon les bénévoles.

Il était aux alentours de 22h30 quand des bénévoles du collectif Le soleil de Blida ont reçu de premiers appels provenant de ce camp où vivent 400 personnes. "Par téléphone ou sur Facebook, des réfugiés nous disaient 'appel police', 'danger', 'très peur'", raconte Claude Thirion, membre de ce collectif qui regroupe 200 particuliers. A leur arrivée, "la moitié du camp à l'extérieur du camp, apeuré, prêt à fuir, des enfants étaient terrorisés…" en raison d'une violente bagarre qui avait éclaté un peu plus tôt dans ce camp où réfugiés des Balkans, d'Afrique centrale et d'Afghanistan viennent s'installer à chaque printemps depuis 2013.

Dix-sept jeunes attaqués

L'origine de cette altercation est à rechercher dans un

mélange d’alcool, de drogue et de rancœurs floues entre communautés. Une vingtaine de jeunes Albanais s’en sont pris à d’autres réfugiés de leur âge, les ont molestés et ont menacé des familles de mettre le feu à leur abris. Au total, une vingtaine de tentes a été détruite. “Dix-sept jeunes ont été attaqués, ils n’ont plus de tente, de vêtements et pour certains de papiers”, détaille Claude Thirion. “Aujourd’hui, on a 17 jeunes terrorisés, sans ressources, sans rien.” D’autres familles ont été hébergées par des bénévoles. Plusieurs personnes auraient été blessées, selon les bénévoles.



Le collectif déplore que la police ait refusé d’intervenir dans ce camp où une surveillance est assurée 24 heures sur 24 par des vigiles employés par une société privée. “Les policiers nous ont indiqué qu’ils n’interviendraient pas sans autorisation de la préfecture”, rapporte le coordinateur du collectif, qui assure que de nombreux appels dans la nuit de samedi à dimanche ont été passés. Or, seule une patrouille de police est venue. “Il n’y a pas eu d’intervention sur un événement qui aurait pu être grave”, soupire Claude Thirion, qui réclame une réponse de la préfecture sur ce qu’il considère comme une absence d’intervention policière.

(…) BFM TV